

Amélioration des peuplements forestiers

Mesure 8, sous mesure 08-06, déclinaison 08-06-0B (PDR Lorraine)

Mesure 8, sous mesure 08-06, déclinaison 08-06-01 (PDR Champagne Ardenne)


APPEL A PROJETS N°5 - 2018-2020 FORMULAIRE DE CANDIDATURE

Date limite de dépôt de la demande : 10/07/2020

Une fois complété, ce formulaire de candidature constitue, avec les justificatifs joints par vos soins, le dossier unique de demande d'aide pour tous les financeurs potentiels associés dans cet appel à candidatures

**Toutes les informations demandées dans ce document doivent être fournies
Lire attentivement la liste des pièces à fournir**

**Qui contacter pour toute information ?
Où faire parvenir votre dossier de candidature ?**

DDT des Vosges
<p>Service de l'Economie Agricole et Forestière Bureau Forêt</p> <p>22 à 26 avenue Antoine Dutac 88026 EPINAL cedex</p> <p> 03 29 69 12 73 ou 03 29 69 13 14</p> <p>Mail : ddt-seaf-bf@vosges.gouv.fr</p>

Informations réservées aux services instructeurs – NE RIEN INSCRIRE DANS CE CADRE

NOM DU DEMANDEUR	
Date de dépôt de la demande d'aide	□□□□ / □□□□ / □□□□□□□□
Date de début d'éligibilité des dépenses (AR)	□□□□ / □□□□ / □□□□□□□□
N° administratif de dossier (Osiris)	R..... - □□□□□□□□□□□□□□□□□□

DEMANDE

LE PROJET

Intitulé du projet :

Dans le cas d'un projet situé sur plusieurs communes, désignation de la commune portant la partie de l'investissement la plus importante en terme financier :

a) Localisation cadastrale des travaux : *lister toutes les parcelles concernées par une ou plusieurs interventions. La liste doit être cohérente avec la carte demandée.*

Nom de la commune où est située la parcelle	Section cadastrale	Numéro de parcelle cadastrale	Subdivision cadastrale	Surface de la parcelle cadastrale en ha, are, ca	Surface réellement travaillée en ha, are, ca (peut être inférieure à la surface cadastrale)
TOTAL (maximum 50 ha)					
Soit surface totale arrondie à 2 chiffres après la virgule					

b) Nature, descriptif du projet (*intitulé, présentation synthétique de l'opération, objectifs,*)

.....

(Pour préciser les modalités de mélanges d'essences prévues, et les densités associées, vous pouvez utiliser le tableau d'aide au calcul des densités de plantation en Annexe n°1 de ce formulaire).

c) Garantie de gestion durable (*cocher obligatoirement au moins une case et joindre obligatoirement le justificatif ou l'attestation de procédure en cours. La garantie de gestion durable doit être acquise et en cours de validité au moment de la demande de paiement*)

Les parcelles constituant le projet bénéficient d'une garantie de gestion durable suivante :

- Aménagement forestier dans le cas d'une forêt relevant du Régime forestier
 - Plan simple de gestion obligatoire agréé par le CNPF
 - Plan simple de gestion volontaire agréé par le CNPF
 - Règlement type de gestion agréé par le CNPF
 - Adhésion à un code de bonnes pratiques sylvicoles et programme de coupes rédigé
 - Adéquation du DGD avec le projet
 - Autre **à préciser** :
- (Zone NATURA 2000 : si existence DOCOB, adhésion à une charte ou à un contrat, article L.122-7 du code forestier)

d) Calendrier prévisionnel des investissements (*attention à être cohérent avec les délais indiqués dans l'Appel à projets*)

• Date prévisionnelle de début des travaux : _____ (mois, année)

Année de réalisation des travaux	Dépense prévisionnelle correspondante (€)
	_ _ _ _ _ _ _
	_ _ _ _ _ _ _
	_ _ _ _ _ _ _
TOTAL des dépenses prévues	|_|_|_|_|_|_|_|

• Date prévisionnelle de fin des travaux : _____ (mois, année)

DEPENSES PREVISIONNELLES

L'ensemble des dépenses éligibles sont indiquées dans l'appel à projets.

a) Les dépenses matérielles éligibles présentées dans le cadre de cette demande. *Une parcelle peut être concernée par plusieurs travaux et par plusieurs coûts plafonds* (attention à la cohérence avec le tableau p5 et le tableau de l'annexe 1)

Opération	Section cadastrale	Numéro de parcelle cadastrale	Subdivision cadastrale	Surface (ha) 2 chiffres après la virgule	Prix unitaire (€/ha)	Montant prévisionnel HT en € par action
						_ _ _ _ _ _ _ , _ _
						_ _ _ _ _ _ _ , _ _
						_ _ _ _ _ _ _ , _ _
						_ _ _ _ _ _ _ , _ _
						_ _ _ _ _ _ _ , _ _
						_ _ _ _ _ _ _ , _ _
						_ _ _ _ _ _ _ , _ _
						_ _ _ _ _ _ _ , _ _

TOTAL des dépenses matérielles						
Opération	Section cadastrale	Numéro de parcelle cadastrale	Subdivision cadastrale	Surface (ha) 2 chiffres après la virgule	Prix unitaire (€/ha)	Montant prévisionnel HT en € par action
TOTAL des dépenses matérielles						

b) Les dépenses immatérielles éligibles directement liées au projet présentées dans le cadre de cette demande :

Rappel : les dépenses immatérielles sont plafonnées à 10% des dépenses du montant total HT éligibles. Pour être éligibles, elles doivent être suivies des investissements matériels correspondants.

Poste de dépenses et nature de l'action	Nom du prestataire à l'origine du devis présenté et retenu (doit correspondre avec le devis fourni, identifié comme étant retenu)	Précision et/ou observation	Montant prévisionnel HT en €
			_ _ _ _ _ _ , _ _
			_ _ _ _ _ _ , _ _
			_ _ _ _ _ _ , _ _
			_ _ _ _ _ _ , _ _
			_ _ _ _ _ _ , _ _
TOTAL des dépenses immatérielles			|_|_|_| |_|_|_|, |_|_|

TOTAL DES DEPENSES ELIGIBLES : attention les montants doivent être cohérents avec les devis présentés et avec les totaux.

Poste de dépense	Montant prévisionnel HT en €
Investissements matériels	|_|_|_| |_|_|_|, |_|_|
Investissements immatériels	|_|_|_| |_|_|_|, |_|_|
TOTAL des dépenses	|_|_|_| |_|_|_|, |_|_|

INDICATEURS

Par ces caractéristiques,

ce projet intervient indirectement en faveur de la biodiversité ? : **oui** : **non** : ;

a permis la création (vraie) de |_|_| emploi(s) ?, dont |_|_| occupé(s) par une (des) femmes ? ;

et se réalise en Lorraine exclusivement ?, sinon pourcentage de surfaces hors Lorraine : |_|_|_|_|, |_|_|_|_| %

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DU PROJET

	Plan de financement	Montant prévisionnel HT en €
Coûts	Coût global du projet	|_|_|_|_|_|_|_|_|_|, |_|_|
	<i>Evaluation du total des dépenses éligibles</i>	|_|_|_|_|_|_|_|_|_|, |_|_|
Financement	Subvention (40% maximum du total des dépenses éligibles)	|_|_|_|_|_|_|_|_|_|, |_|_|
	Emprunt ⁽¹⁾	_ _ _ _ _ _ _ _ _ , _ _
	Autre	|_|_|_|_|_|_|_|_|_|, |_|_|
	Auto – financement	|_|_|_|_|_|_|_|_|_|, |_|_|

Préciser si vous avez fait d'autres demandes pour ce projet auprès de financeurs publics et/ou privés :

oui non

Si oui, précisez le(s) financeur(s) publics et/ou privés et le montant d'aide sollicité

_____	_ _ _ _ _ _ _ _ _ , _ _ €
_____	_ _ _ _ _ _ _ _ _ , _ _ €
_____	_ _ _ _ _ _ _ _ _ , _ _ €
_____	_ _ _ _ _ _ _ _ _ , _ _ €
_____	_ _ _ _ _ _ _ _ _ , _ _ €

(1) Le prêt a-t-il déjà été accordé par l'établissement bancaire ? :

oui non sans objet (pas de prêt)

Les surfaces concernées ont –elles déjà bénéficié d'une aide sur les programmes européens antérieurs (aide à la reconstitution) ?

oui non

Si oui :

- Année(s)
- Montant(s) :
- Nom de(s) (l')aide(s) :

ATTESTATIONS ET ENGAGEMENTS

Je demande (nous demandons) à bénéficier des aides mentionnées dans le tableau précédent.

Je déclare (nous déclarons) et atteste (attestons) sur l'honneur pour le projet :

- **J'atteste (nous attestons) sur l'honneur :**

- n'avoir pas sollicité pour le même projet d'autres crédits publics que ceux demandés par le biais de la présente demande et que ceux précisés dans le plan de financement,
- ne pas avoir bénéficié de subvention, notifiée après le 1^{er} janvier 2007, dans le cadre d'un programme européen sur les surfaces présentées dans cette demande d'aide,
- avoir pris connaissance des délais maximum de début d'exécution et de réalisation des travaux qui s'attachent à mon projet, et qui figurent dans la notice d'information, et notamment être informé que ces délais devront, le cas échéant, être réduits afin de respecter l'obligation de déposer auprès du guichet unique, au plus tard à la date indiquée dans la convention juridique, ma dernière demande de paiement accompagnée de l'ensemble des justificatifs,
- avoir la libre disposition des terrains sur lesquels les travaux sont projetés,
- que le projet pour lequel la subvention est sollicitée n'a reçu aucun commencement d'exécution (signature de bon de commande, approbation de devis, ordre de service...) avant la date de dépôt de la présente demande,
- être à jour de mes obligations légales, administratives, fiscales, comptables et sociales (GF, GFA, GFR).

- **Je m'engage (nous nous engageons) sous réserve de l'attribution de l'aide :**

- à détenir, conserver, fournir tout document ou justificatif demandé par l'autorité compétente, pendant dix ans à compter de la date à laquelle intervient la décision d'attribution de l'aide,
- à informer la DDT (guichet unique) de toute modification de ma situation, de la raison sociale de ma structure, de mes engagements, de mon projet,
- à réaliser l'opération présentée dans ma demande conformément aux conditions techniques et financières définies par les textes, notamment l'arrêté régional en vigueur et la décision attributive d'aide,
- à remplir les obligations de résultat figurant dans l'arrêté MFR – Annexe 2,
- à ne pas solliciter à l'avenir, pour ce projet, d'autres crédits publics en plus de ceux déjà indiqués précédemment,
- à fournir aux services instructeurs les liasses fiscales, le cas échéant, des 3 dernières années, sur demande,
- à respecter les objectifs transversaux fixés par l'Union européenne pour l'attribution des fonds européens : le développement durable, l'égalité entre les hommes et les femmes, l'égalité des chances et la non-discrimination.

Je suis informé(e) (nous sommes informés) qu'en cas d'irrégularité ou de non-respect de mes (nos) engagements, le remboursement des sommes perçues sera exigé, majoré d'intérêts de retard et éventuellement de pénalités financières, sans préjudice des autres poursuites et sanctions prévues dans les textes en vigueur.

Je suis informé(e) (nous sommes informés) que, conformément au règlement communautaire n°259/2008, l'Etat est susceptible de publier une fois par an, sous forme électronique, la liste des bénéficiaires recevant une aide FEADER. Dans ce cas, mon (notre) nom, mon (notre) adresse et le montant de mes (nos) aides perçues resteraient en ligne sur le site internet du MAAF pendant 2 ans. Cette parution se fait dans le respect de la loi « informatique et liberté » ((loi n°78-17 du 6 janvier 1978).

Je m'engage (nous nous engageons) sous réserve de l'attribution de l'aide :

- à laisser affectés à la production et à la vocation forestière les terrains sur lesquels ont été effectués les travaux ayant justifié l'octroi de l'aide pendant cinq ans à compter de la date du solde de la subvention,
- à permettre et faciliter l'accès à ma propriété forestière aux autorités compétentes chargées des contrôles, pour l'ensemble des paiements que je sollicite, pendant cinq ans à compter de la date du solde de la subvention,
- à respecter les règles de publicité qui m'auront été précisées au moment de la décision juridique,
- ne pas avoir commencé l'exécution de ce projet, avant l'accord explicite des financeurs du présent appel à projets.

ENGAGEMENTS SUPPLEMENTAIRES SI LE DEMANDEUR N'EST PAS LE PROPRIETAIRE : (Cocher les cases)

J'atteste (nous attestons) sur l'honneur :

- avoir obtenu de la part du/des propriétaire(s) concernés l'autorisation de réaliser ces travaux sur leurs terrains,
- avoir reçu des propriétaires des terrains sur lesquels les travaux sont projetés, l'engagement écrit :
- que les terrains seront affectés à la production forestière et conserveront leur vocation forestière pendant cinq ans à compter de la date du solde de la subvention,
- de garantir le libre accès à la propriété aux autorités compétentes chargées des contrôles, pour l'ensemble des paiements que je sollicite,
- de pouvoir apposer une plaque comportant les éléments de publicité requis par la réglementation communautaire,
- qu'ils n'ont pas sollicité et ne solliciteront pas à l'avenir, pour le projet réalisé sur leur terrain, d'aide publique.

J'atteste

- l'exactitude des renseignements fournis dans le présent formulaire et des pièces jointes,
- avoir pris connaissance que ma demande d'aide sera sélectionnée par appel à projets et pourra être rejetée au motif que le projet ne répond pas aux priorités ou critères définis régionalement et/ou au motif de l'indisponibilité de crédits affectés à cette mesure,
- respecter les objectifs transversaux fixés par l'Union européenne pour l'attribution des fonds européens : le développement durable, l'égalité entre les hommes et les femmes, l'égalité des chances et la non-discrimination.

SIGNATURE DES ENGAGEMENTS

Je, soussigné,

(représentant légal de la structure sollicitant la subvention FEADER) reconnaît avoir lu les engagements ci-dessus et m'engage à les respecter.

Fait à _____ le _____ / _____ / _____

Nom, qualité et signature(s) du demandeur (représentant légal de la structure sollicitant la subvention FEADER)

Afin de faciliter mes démarches auprès de l'administration,

- j'autorise
- je n'autorise pas ⁽²⁾

l'administration à transmettre l'ensemble des données nécessaires à l'instruction de ce dossier à toute structure publique chargée de l'instruction d'autres dossiers de demande d'aide ou de subvention me concernant.

⁽²⁾ Dans ce cas, je suis informé qu'il me faudra produire l'ensemble des justificatifs nécessaires à chaque nouvelle demande d'aide. Toutefois, cette option ne fait pas obstacle aux contrôles et investigations que l'administration doit engager afin de procéder aux vérifications habituelles découlant de l'application des réglementations européennes et nationales.

PIECES A FOURNIR

Pièces	Type de demandeur et de projet concerné	Pièce jointe	Réservé au service instructeur
Exemplaire original de la demande complété et signé par le représentant légal du porteur de projet	Tous	<input type="checkbox"/>	
Copie de la pièce d'identité du demandeur	Pour tout demandeur sauf collectivité territoriale et ASA	<input type="checkbox"/>	
Extrait de la matrice cadastrale de l'année en cours ou acte notarié	Tous	<input type="checkbox"/>	
Tableau d'aide au calcul des densités – Annexe 1	Tous	<input type="checkbox"/>	
Grille de sélection du dossier de demande d'aide - Annexe 2	Tous	<input type="checkbox"/>	
Etude d'opportunité (données obligatoires à fournir) – Annexe 3 en totalité	Tous	<input type="checkbox"/>	
Etude de faisabilité préalable à la réalisation des travaux, notamment en matière de durabilité environnementale – sur la base de la partie n°8 de l'annexe 3. Cette partie n°8 doit être développée si le projet est situé en zone Natura 2000 pour démontrer la compatibilité des travaux programmés avec le respect des objectifs dûs à la classification du site.	Tout projet Partie 8 à développer si projet situé en zone Natura 2000	<input type="checkbox"/>	
Plan de situation au 1/25 000 daté signé	Tous	<input type="checkbox"/>	
Plan de masse cadastrale daté signé avec indication du Nord et échelle de type graphique, à une échelle permettant de présenter toutes les indications sur le projet ainsi que les références cadastrales des parcelles concernées	Tous	<input type="checkbox"/>	
Devis descriptifs et estimatifs prévisionnels détaillés (région de provenance et nombre de plants commandé par essence) du coût des travaux par nature de dépense	Tous	<input type="checkbox"/>	
Justificatif de gestion durable (décision agrément PSG, actualisation par avenant ou décision, approbation d'aménagement, ou attestation d'adhésion à RTG ou CBPS avec programme de coupes) : une attestation de démarche en cours suffit au moment du dépôt du dossier. Le justificatif est en revanche obligatoire au moment de la demande de paiement.	Tous	<input type="checkbox"/>	
Attestation sur le taux de réalisation des travaux prévus au document de gestion durable et sur leur conformité	Tous	<input type="checkbox"/>	
Attestation d'engagement dans une démarche d'éco certification des forêts (PEFC, FSC, ...)	Tous	<input type="checkbox"/>	
Relevé d'identité bancaire (en format IBAN)	Tous	<input type="checkbox"/>	
Extrait K-bis (moins de 3 mois)	Organismes de gestion en commun (OGEC), les groupements forestiers	<input type="checkbox"/>	
Avis de situation au répertoire Sirene par l'Insee	Propriétaires forestiers privés	<input type="checkbox"/>	

Exemplaire des statuts à jour	Organismes de gestion en commun (OGEC), associations syndicales autorisées (ASA), associations syndicales libres (ASL), les groupements forestiers, les associations de propriétaires	<input type="checkbox"/>	
Mandat des propriétaires – annexe n°4	Structure de regroupement ou mandat donné à un propriétaire pour le projet groupé, ou mandat donné au gestionnaire	<input type="checkbox"/>	
Liste nominative récapitulative des propriétaires dont les projets sont regroupés – annexe n°5	Projets groupés	<input type="checkbox"/>	
Pouvoir de tutelle ou curatelle	Tuteur légal ou curateur	<input type="checkbox"/>	
Accord sous seing privé ou acte authentique devant notaire	Usufruitier ou nu-propriétaire (selon la qualité du demandeur)	<input type="checkbox"/>	
Mandat des co-indivisaires, ou des co-propriétaires ou de l'époux demandeur mais non propriétaire ou de toutes personnes se partageant le droit de propriété	En cas d'indivision ou de propriété partagée	<input type="checkbox"/>	
Décision du gérant ou CR d'Assemblée générale et pouvoir du cogérant, en cas de co-gérance	Organismes de gestion en commun (OGEC), associations syndicales autorisées (ASA), associations syndicales libres (ASL), les groupements forestiers, les associations de propriétaires	<input type="checkbox"/>	
Délibération de l'organe compétent approuvant le projet	Toutes personnes publiques : collectivités territoriales et leurs groupements, ASA, Etablissement public ...	<input type="checkbox"/>	
Pièces justificatives du respect de la commande publique	Toutes personnes publiques : collectivités territoriales et leurs groupements, ASA, Etablissement public ...	<input type="checkbox"/>	
Formulaire d'engagement au respect de la commande publique	Toutes personnes publiques : collectivités territoriales et leurs groupements, ASA, Etablissement public ...	<input type="checkbox"/>	
Acte constitutif : copie de la publication au JO ou récépissé de déclaration en préfecture	Associations	<input type="checkbox"/>	
Décision du Président ou CR d'Assemblée générale relative au projet (mandat...)	Associations	<input type="checkbox"/>	

NB : Des pièces complémentaires pourront être demandées ultérieurement si elles s'avèrent nécessaires à l'instruction du dossier

Fait à _____ le ____/____/____

Nom du signataire (représentant légal de la structure sollicitant la subvention FEADER) :

Signature(s) du demandeur (représentant légal de la structure sollicitant la subvention FEADER)

Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique destiné à instruire votre dossier de demande d'aide publique. Conformément à la loi «informatique et libertés» du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification touchant les informations qui vous concernent. Si vous souhaitez exercer ce droit et obtenir communication des informations vous concernant, veuillez vous adresser au guichet unique.

VERSION DU 21/04/2020 – N°5-2018-2020

Annexes au formulaire de candidature : 2018-2020

À remplir et à joindre au dossier de candidature datées et signées

**Date limite de dépôt du dossier au guichet unique :
10/07/2020**

Annexe 1 : Tableau d'aide au calcul des densités de plantation

Annexe 2 : Grille de sélection du dossier de demande d'aide

Annexe 3 : Données obligatoires à préciser dans l'étude d'opportunité et ou étude préalable

Annexe 4 : Modèle de mandat

Annexe 5 : Tableaux listant les propriétaires

Annexe 6 : Déclaration des aides *de minimis* perçues

ANNEXE 1 : Tableau d'aide au calcul des densités de plantation - Dispositif 8.6 B

Nom du Bénéficiaire :

Surface totale :

Nombre d'îlots d'un seul tenant :

Nombre d'îlots travaillés :

A	B	C	D	E	F	G	H	I	J	K	L
Îlots, bandes ou placeaux/ha	Surface	Essence Objectif minimum 20 % de la surface/essence et 60 % au total	Essence d'accompagnement	Feuillus précieux-mélange pied à pied autorisé	Minimum AP MFR pour essence Objectif/ha	% Essence Objectif en Nb de plants	Minimum AP MFR à la plantation/HA	Minimum AP MFR à la plantation/du projet	Minimum AP MFR à la plantation/du projet/ EO	Nb de plants du projet	% mélange-contrôle 80/20-
	> 4ha, alors mélange 80/20 minimum en Nb de plants										
	< 4ha										
	> 4ha, alors mélange 80/20 minimum en Nb de plants										
	< 4ha										

Remarques

Essences Objectif > à 60 % de la surface, soit :

La surface minimum par essence objectif doit être de 20 %, soit :

Contrôle du total des plants exigé, colonne K > = à colonne I

Répartition en cas de mélange exigé 80/20 =

Descriptif du contenu du tableau

Colonne	Précisions sur comment remplir les cases
A	Surface de l'îlot travaillé ou total des placeaux, arrondie à l'are inférieur (attention le total des îlots doit être égal à votre surface totale)
B	Choisir le cas où votre îlot est < ou > à 4 ha
C	Indiquez vos essences objectifs, voir liste annexe 1, A, de l'arrêté MFR
D	Indiquez vos essences d'accompagnement, voir B, annexe de l'arrêté MFR
E	Indiquez vos essences feuillus précieux, un (b) représente ces essences dans le tableau de l'annexe 2 de l'arrêté MFR
F	Reportez le chiffre correspondant au minimum exigé dans la colonne 4 de l'annexe 2 de l'arrêté MFR, intitulé Minimum à la plantation
G	Indiquez le % de répartition entre les essences objectifs, c'est la densité de la dernière colonne de l'annexe 2 de l'arrêté MFR et de l'essence la plus représentée en nombre de plants qui sera prise en compte pour le contrôle des plants vivants au moment du paiement.
H	Reportez le minimum de densité à l'ha de l'essence objectif, colonne 4, mais en prenant en compte le a) , pour les essences concernées.
I	calculez en multipliant votre surface par le minimum exigé de votre ou vos essences objectifs, avec obligation ou pas de mélange. Le total de la colonne I doit être contrôlée avec le total de la colonne K
J	Multipliez la surface avec le minimum de densité par essence objectif (attention au a)
K	Indiquez le nombre de plants total du projet par essence, pour contrôle avec la case I
L	Calculez pour chaque essence le % de plants par rapport au total de l'îlot

Attention : Le nombre d'essences objectifs est limité à 5, avec pour chacune d'entre elle un minimum de 20 % de la surface totale de l'îlot le mélange 80/20 pour les projets de plantation de plus de 4 ha correspond à un minimum de 20 % de mélange **en nombre de plants (une ou plusieurs essences en plus de l'essence objectif)**
 Au moment du contrôle avant paiement, le contrôle des plants vivants portera sur la densité de l'essence objectif la plus représentée en nombre de plants.

Annexe 2 : Grille de sélection du dossier de demande d'aide

8.6.B Cotation globale du dossier de demande d'aide		/72
NOM :	Numéro de dossier :	
Niveau et qualité de production actuelle et attendue		/35
Surface Terrière (G) moyenne actuelle du peuplement (en m²/ha)		
	ST < 5	/5
	5 < ST < 10	/4
	10 < ST < 15	/2
Production de bois actuelle (en m³/ha/an) – peuplement feuillu		
	Moins de 4 m ³	/5
	De 4 à 6 m ³	/3
	Plus de 6 m ³	/2
Production de bois actuelle (en m³/ha/an) - peuplement résineux		
	Moins de 8 m ³	/5
	De 8 à 12 m ³	/3
	Plus de 12 m ³	/2
Présence d'une pathologie condamnant le peuplement		
	Oui	/5
Type de travaux envisagés		
	Plantation	/5
	Conversion	/3
	Amélioration	/1
Augmentation de la production de bois de qualité en volume		
	Augmentation > 50 %	/5
	30 % < Augmentation < 50 %	/3
	10 % < Augmentation < 30 %	/1
Installation d'essences économiquement intéressantes		
	Oui	/5
Séquestration du carbone		/5
Augmentation du stockage de carbone (liée à la production supplémentaire de bois)		
	Augmentation > 50 %	/5
	30 % < Augmentation < 50 %	/3
	10 % < Augmentation < 30 %	/2
Qualité sociétale du projet		/5
Inscription dans une démarche collective et/ou stratégie locale de développement forestier		
	Oui	/5
Qualité environnementale du projet		/15
Mise en œuvre de moyens pour limiter les dégâts sur les sols		

	Oui		/2
Mise en œuvre de moyens pour préserver les fossés			
	Oui		/2
Périodes d'intervention adaptées à la faune (reproduction) pour les travaux causant un dérangement			
	Oui		/2
Pas d'utilisation de produit phytosanitaire			
	Oui		/2
Diversification d'essences			
	Mélange 4 essences ou +		/2
	Mélange 3 essences		/1
Substitution résineux en milieu humide avec introduction de feuillus			
	Oui		/5
Eco responsabilité/ Engagement dans une démarche d'éco certification des forêts			/12
Eco certification			
	Depuis plus de 5 ans		/5
	De plus d'1 à 5 ans		/3
	Moins d'un an		/1
Gestion durable de la forêt et suivi de l'exécution du document de gestion durable			
Surface de votre forêt : < 4ha			
Vous avez un document de Gestion :			
	Oui		/2
Si oui, précisez quel document de gestion :			
Surface de votre forêt : de 4 à moins de 25 ha			
Vous avez un document de Gestion :			
	Oui		/2
Taux de réalisation du document de gestion depuis 2005			
	Moins de 75 %		/3
	Plus de 75 %		/5
Surface de votre forêt : > 25 ha			
Taux de réalisation du PSG depuis 2005 :			
	Plus de 90 %		/5
	De 80 à moins de 90 %		/4
	De 60 à moins de 80 %		/2
Qualité des travaux prévus dans le présent dossier			
	Travaux à réaliser par des entreprises certifiées PEFC ou engagées dans une démarche reconnue par PEFC France (Forêt qualité sur le territoire du PDR Champagne Ardenne, Quali Travaux Forestiers sur le territoire du PDR Lorraine, engagement à la charte PEFC sur le territoire du PDR Alsace ou ETF Gestion Durable de la Forêt (niveau national))		/2

Seuil minimal de points en dessous duquel il y a rejet de la demande : 25/72

Je, soussigné,

(représentant légal de la structure sollicitant la subvention FEADER) reconnaît avoir lu les engagements ci-dessus et m'engage à les respecter.

Fait à _____ le _____ / _____ / _____

Nom, qualité et Signature(s) du demandeur (représentant légal de la structure sollicitant la subvention)

4 - Produits commercialisables du peuplement en place

Répartition de la surface terrière en m²/ha par catégories de diamètre

Essence	(G) - PB 17,5 – 27,5	(G) - BM 27,5 – 47,5	(G) - GB 47,5 et plus	(G) - Total

	Quantité présumée sur écorce	Unité (m ³ ou tonnes)	Prix unitaire estimé (€ / m ³)	Valeur totale estimée (€)
Bois d'œuvre/bois d'industrie				
Taillis et sous étage				
Houppier				
Valeur totale estimée du peuplement sur pied				

5 - Produits commercialisés dans les 5 dernières années

Bois récoltés sur les parcelles cadastrales du projet dans les 5 ans avant dépôt de la demande d'aide:

Parcelle cadastrale	Essence(s)	Année	Volume	Recettesl
Total des ventes de bois récoltés depuis 5 ans sur les lieux du projet				

NB : En cas de vente de bois façonnés, les frais d'exploitation sont à déduire.

Valeur totale estimée du peuplement (sur pied + ventes)

6 - Station

La zone du projet est-elle couverte par un catalogue ou guide simplifié des stations ? :

<input type="checkbox"/> Oui Nom du catalogue ou guide : Référence(s) de la ou des station(s) concernée(s) : Essence(s) recommandée(s) par le guide pour chaque station identifiée :.....	<input type="checkbox"/> Non Topographie <input type="checkbox"/> Plateau <input type="checkbox"/> Fond de vallon <input type="checkbox"/> Pente% et exposition Profondeur du sol :..... cm Structure et texture Profondeur d'apparition d'hydromorphie :cm Calcaire actif dans les 40 premiers cm : <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Observations particulières : 	

7 - Production actuelle (production moyenne pour les essences objectifs)

1) .....	.....m3/ha/an	3) .....	.....m3/ha/an
2) .....	.....m3/ha/an	4) .....	.....m3/ha/an
Production escomptée (production moyenne attendue pour les essences objectifs) après travaux			
1) .....	.....m3/ha/an	3) .....	.....m3/ha/an
2) .....	.....m3/ha/an	4) .....	.....m3/ha/an

8 - Evaluation de l'impact environnemental - Partie qui servira de base à l'établissement d'une étude préalable aux travaux et qui devra démontrer la compatibilité des travaux programmés avec le respect des objectifs du réseau natura 2000 – Etude obligatoire à fournir pour tout projet situé en zone Natura 2000

Si les terrains sur lesquels est situé le projet sont inclus dans un (des) périmètre(s) particulier(s), cocher la (les) case(s) correspondante(s) :

- Milieu naturel inventorié ou protégé (ZNIEFF, réserve naturelle, arrêté de protection de biotope)
- Site Natura 2000 : préciser le nom du ou des sites concernés :
- Présence d'espèces protégé(e)s ou de milieux d'intérêt patrimonial (préciser lesquels) :
.....
- Patrimoine (Site classé ou Site inscrit, périmètre de 500m d'un monument historique inscrit ou classé, Zone de Protection du Patrimoine Architectural, Urbain et Paysager)
- Eau : Périmètre de captage d'alimentation en eau potable
- Espace boisé classé à conserver au POS / PLU (renseignement en mairie)
- Autre (préciser) :

Impact sur les sols :

Le sol est-il sensible au tassement (*par exemple, vous constatez l'apparition de joncs lors des débardages*) :

- oui non

Lors des travaux projetés, mesures prévues pour limiter le tassement :

.....

Impact paysager (*visibilité de la parcelle depuis l'intérieur ou l'extérieur du massif forestier, proximité d'habitations ou de voies de circulation, massif très fréquenté...*) : faible modéré fort

Commentaire éventuel en cas d'impact fort :

.....

Mesures prévues pour tenir compte des contraintes environnementales (*à remplir obligatoirement en cas de périmètre environnemental, d'espèces ou milieux patrimoniaux, d'impact paysager et notamment pour tout projet situé en zone Natura2000*) :

.....

Capacité de séquestration du carbone (suivant l'annexe 2 de l'appel à projets)

	Peuplement existant	Futur peuplement
Surface terrière moyenne selon la potentialité de la station (en m ² /ha)		
Production moyenne de bois selon la potentialité de la station (en m ³ /ha/an)		

Fait àle.....

Le demandeur
Signature et cachet

Le maître d'œuvre (si différent du demandeur)
Signature et cachet

Annexe 4 : CONVENTION DE MANDAT DE GESTION ET/OU DE PAIEMENT

(Ce mandat type est utilisable soit dans le cas d'un mandat de gestion, soit dans le cas d'un mandat de paiement, soit dans le cas d'un mandat de gestion et de paiement)

Je soussigné
né(e) le à
demeurant à

MANDANT (a)

agissant en qualité de :

Si représentant d'une personne morale :

	Représentant légal de :..... Ayant son siège social à : N° SIRET :
	Autre (préciser la fonction si vous n'êtes pas le représentant légal) :

désigne comme **MANDATAIRE (b)**

né (e) le à
demeurant à

Si représentant d'une personne morale :

	Représentant légal de :..... Ayant son siège social à : N° SIRET :
	Autre (préciser la fonction si vous n'êtes pas le représentant légal) :

QUI ACCEPTE LE MANDAT au titre de l'aide (nom du dispositif) :

Pour :

- constituer et déposer le dossier de demande d'aide
- signer les engagements relatifs au projet
- (*) percevoir sur le compte n° IBAN :
BIC
au nom de
- me représenter lors des contrôles

En cas de résiliation par l'une ou l'autre des parties du présent mandat, celle-ci devra être notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception au service instructeur, ainsi qu'à l'Agent Comptable de l'ASP (Agence de Services et de Paiement) dans le cas d'un mandat de paiement. Cette résiliation prendra effet huit jours après la date de réception de la résiliation.

Je demeure responsable de l'ensemble des engagements relatifs à l'aide précisée ci-dessus, notamment du remboursement des sommes indûment perçues.

Date et signature du / des mandants (a) A faire précéder de la mention « Lu et approuvé, bon pour pouvoir »	Date et signature du mandataire (b) A faire précéder de la mention « Lu et approuvé, bon pour acceptation »

(*) Cette ligne ne doit être cochée que dans le cas d'un mandat de paiement.

Pièces à joindre (*) obligatoirement pour le mandataire, et, en cas de mandat de paiement pour les mandants, signataires d'un mandat sous seing privé :

Les pièces déjà fournies au service instructeur et encore valides n'ont pas à être jointes à nouveau

- Représentant d'une personne morale :

- **Représentant légal** : précision de la qualité dans le mandat **et** copie de la pièce d'identité
- **Autre ou si qualité non précisée** : copie du pouvoir habilitant à représenter la personne morale **et** copie de la pièce d'identité

- Personne physique : copie de la pièce d'identité.

Il est rappelé que le mandat est personnel, il n'est ni cessible ni transmissible.

ANNEXE N°5 : Liste des propriétaires

Nom des propriétaires	Surface totale de ses propriétés	Surface travaillé	Garantie de gestion durable		Adhésion à un organisme de gestion durable des forêts	
			Oui / Non	Type (PSG obligatoire, PSG volontaire, RTG, CBPS, Aménagement)	Oui / Non	numéro d'adhésion

ANNEXE N°6 : Déclaration des aides de minimis

Nom du bénéficiaire :

Objet: Déclaration des aides placées sous le règlement de minimis n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013

Je soussigné..... (nom, prénom et qualité) représentant de....., entreprise unique au sens de la définition figurant à l'article 2.2 du règlement (UE) n° 1407/2013¹ de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à d'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis, déclare :

- n'avoir reçu aucune aide de minimis² durant les trois derniers exercices fiscaux dont celui en cours à la date de signature de la présente déclaration,
- avoir reçu, ou demandé mais pas encore reçu, les aides de minimis² listées³ dans le tableau ci-dessous, durant les trois derniers exercices fiscaux dont celui en cours à la date de signature de la présente déclaration.

Les aides de minimis sont des aides publiques qui sont octroyées au titre des règlements suivants :

- règlement (CE) n° 1998/2006 de la Commission du 15 décembre 2006 concernant application des articles 87 et 88 du traité aux aides de minimis,
- règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE) aux aides de minimis,

Date de l'attribution de l'aide de minimis ³	Nom et numéro SIREN de l'entreprise ⁴	Type d'aide de minimis (général)	Montant de l'aide (en euros)
TOTAL			

1 Pour les subventions octroyées aux associations, il convient d'utiliser le formulaire Cerfa 1215603 accessible sur le www.servicepublic.fr,

2 Les aides de minimis constituent une catégorie particulière d'aides publiques pour les entreprises, Les pouvoirs publics qui allouent des aides de minimis ont l'obligation d'informer les entreprises bénéficiaires, du caractère de minimis des aides attribuées. Le montant maximum d'aide de minimis est de 200000 € par entreprise sur 3 exercices fiscaux dont celui en cours à la date de signature de la présente déclaration.

3 Si vous avez reçu une aide de minimis, cette aide a dû vous être notifiée par courrier par l'autorité publique attributaire: (Etat, collectivités locales, établissements publics, agences...), Vous ne devez donc pas comptabiliser dans ce montant les aides qui ne sont pas allouées au titre du règlement de minimis,

Date de demande de l'aide de minimis si non encore perçues	Nom et numéro SIREN de l'entreprise	Type d'aide de minimis (général)	Montant de l'aide (en euros) ⁵
TOTAL			

L'entreprise sollicitant l'aide a-t-elle réalisé, au cours des trois derniers exercices fiscaux, dont celui en cours :

- une fusion ou une acquisition d'une autre entreprise ?
- une scission en deux ou plusieurs entreprises distinctes ?

Date et signature

(indiquer le nom et la qualité du signataire)